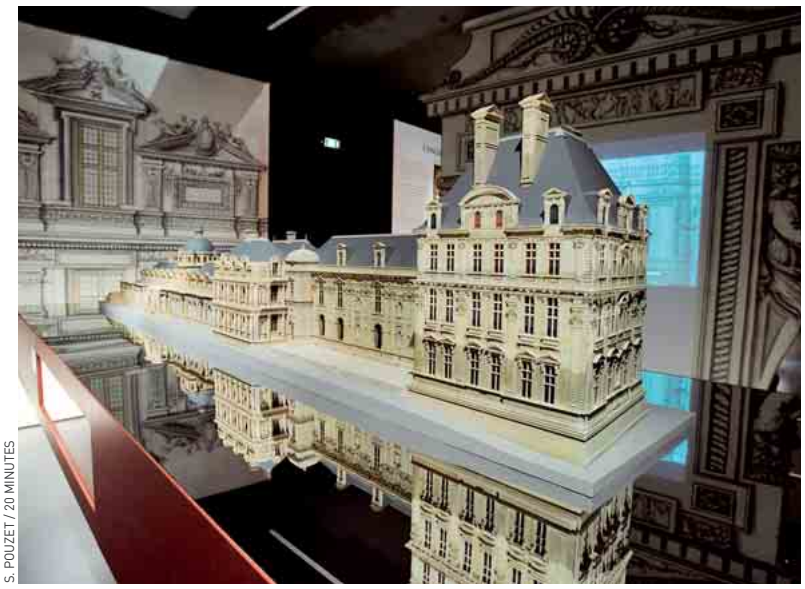
PATRIMOINE Plusieurs projets fous de reconstruction existent dans la région

RENDRE AUX TUILERIES LEUR PALAIS

HÉLÈNE COLAU ET BENJAMIN CHAPON

Ils rêvent de voir ressortir de terre l'histoire de France. Depuis 2004, le Comité national pour la reconstruction des Tuileries se bat pour rebâtir à l'identique le palais où vécurent Henri IV et Napoléon Ier, dont la maquette est actuellement exposée à la Cité de l'architecture. L'imposant bâtiment relié au Louvre (1er) a brûlé pendant la Commune, en 1871. Ses ruines ont été rasées en 1883 et, malgré plusieurs projets en ce sens, le palais, dont seuls les jardins subsistent, n'a jamais été reconstruit. Le Comité rêve à présent de rétablir la perspective qui s'étend des Tuileries à la Grande Arche de la Défense, un « de ces axes historiques que bien peu de villes ont le privilège de posséder ».



S. POUZET / 20 MINUTES

La maquette du palais des Tuileries sous Henri IV, présentée à la Cité de l'architecture.

300 millions d'euros de travaux

Alain Boumier, le président du Comité national pour la reconstruction des Tuileries, aujourd'hui décédé, avait élaboré un plan. Il comptait financer les 300 millions de travaux par une souscription internationale. Une commission ministérielle avait même été créée pour étudier le projet, en 2006. Mais depuis, rien. Reproduire le palais tel qu'il était juste avant l'incendie serait possible, puisque les plans ont été conservés. Mais le concept de reconstruction à l'identique n'enthousiasme guère les spécialistes, qui parlent d'« utopie » ou de « faux en architecture ». Pour Hervé Lemoine, directeur du musée des Monuments français, « ce serait un contresens de l'histoire. Ce qui me surprend le plus, c'est ce souhait de fermer entièrement la cour du Louvre. Jamais au cours de l'histoire elle n'a été fermée. » Pierre Housieaux, de l'association Paris Historique, trouve lui le projet « étonnant ». « Il vaut mieux préserver le patrimoine qu'on a déjà, suggère-t-il. Et puis, les Tuileries de quelle époque choisirait-on ? Le bâtiment a beaucoup évolué. Pour quel projet reconstruire un palais ? Quelle utilité aurait-il ? » ■

Lire aussi p. 15.

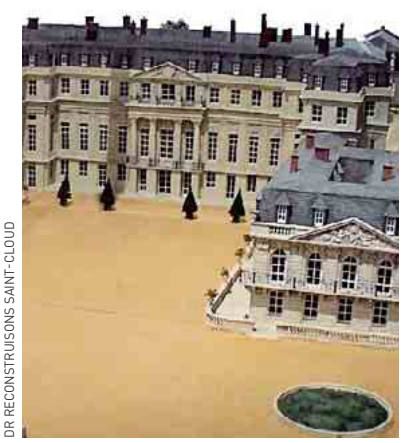
■ PRÉCÉDENTS

Les reconstructions « à l'identique » sont rares à Paris. Seul l'Hôtel de Ville (4e), incendié durant la Commune (1871), a été rebâti dans la foulée. Il y a surtout des reconstructions « ressemblantes » : Marie-Jeanne Dumont, architecte membre de la commission du Vieux Paris, évoque le pont des Arts (6e), « reconstruit au XIXe siècle, mais avec une arche en moins pour ne pas gêner la navigation ». Ou le Marché Saint-Germain, reconstruit dans les années 1970, avec des pierres neuves. Aujourd'hui, quelques projets suscitent la polémique. L'hôtel de Mayenne, dans le Marais (4e), devrait retrouver sa façade d'origine. Ce qui implique la destruction de sa partie centrale, datant du XIXe siècle. Pierre Housieaux, président de Paris Historique, estime qu'« il est bon de détruire quand la partie récente est de mauvaise qualité. »

SAINT-CLOUD À L'IDENTIQUE ?

« C'est un joyau manquant dans son écrin. » Depuis quatre ans, Laurent Bouvet, fondateur de l'association « Reconstruisons Saint-Cloud », bataille pour que le palais des Hauts-de-Seine, qui accueillit les fastes de Marie-Antoinette, soit rebâti à l'identique. Incendié par un obus lors du siège de Paris par les Prussiens, en 1870, le château a laissé des traces dans le parc de 450 hectares qui l'entoure. « Il reste encore un quart des fondations, représentant un quart du coût de la reconstruction », avance Laurent Bouvet. Et pléthore de documents, peintures, gravures et meubles, qui permettraient de redonner vie aux plus belles heures du lieu.

« C'est en voyant le château fort de Guédelon (Yonne), bâti avec les matériaux et techniques de l'époque médiévale, que l'idée m'est venue », se souvient le passionné. Pour lui, la reconstruction offrirait bien des avantages. A commencer par un nouvel afflux touristique dans le département. Mais malgré les soutiens reçus par Laurent Bouvet, le chemin pourrait être long avant que la galerie d'Apollon de Saint-Cloud soit à nouveau visitée. « Ce n'est pas dans la culture française de reconstruire un monument après une guerre, prévient l'architecte Marie-Jeanne Dumont. On leur offre plutôt une nouvelle vie en modernisant au fil de l'histoire. Comme aux docks de la Villette (19e), dont une partie a été reconstruite en métal pour évoquer les silhouettes d'autrefois. » Laurent Bouvet, lui, rêve plutôt d'un nouveau Puy du Fou à Saint-Cloud. ■ T. R.



DR RECONSTRUISONS SAINT-CLOUD

Des maquettes du château existent déjà.

20 SECONDES

FAITS DIVERS

Quatre personnes déférées pour avoir dégradé des DAB

Quatre hommes, âgés de 24 à 30 ans, soupçonnés d'avoir dégradé des distributeurs automatiques de billets (DAB), devaient être déférés hier au parquet de Paris. Une information judiciaire pour « dégradations et destructions de biens en réunion » et « destructions de biens par substance explosive et incendie » a été ouverte. Ils auraient dégradé les DAB à l'aide d'acide, d'autocollants, de feux de poubelle ou à coups de barres de fer.

Un incendie sans gravité à l'IRSN

Un début d'incendie, rapidement maîtrisé, s'est produit hier sur un site de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) au Vésinet (78). Des flacons en plastique, vides, en cours de séchage dans une étuve, ont pris feu à la suite d'un mauvais réglage de la température par l'opérateur.

SANTÉ

Tuberculose dans le 93

Trois cas de tuberculose et 30 porteurs potentiels ont été détectés en novembre dans un collège de Clichy-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis, où un nouveau dépistage doit être réalisé en mars, a annoncé hier un conseiller général. Un nouveau dépistage réalisé par le conseil général doit être effectué après les vacances scolaires, début mars.

INDUSTRIE

Flins sera aménagé pour produire Zoe

L'usine Renault de Flins (78) va bénéficier d'un prêt de 100 millions d'euros pour aménager sa chaîne de production afin qu'elle puisse construire Zoe, la nouvelle voiture électrique. Le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, a signé une convention dans ce sens hier avec Renault.

ERRATUM

Alain Dolium, tête de liste MoDem aux régionales, rappelle qu'il ne faut pas « dépasser 1 000 enfants scolarisés dans un même lycée », et non pas 2 000, comme nous l'écrivions hier dans nos colonnes.